

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES SOCIAUX
Exercice clos le 31 décembre 2011**

Aux membres,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Institut des Risques Majeurs, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- La justification des appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base d'un audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de votre association sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Meylan, le 15 mai 2011
Cabinet MURAZ-RAVILLET
Commissaire aux Comptes
Représenté par Christian MURAZ

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport du président dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Notre association a procédé au suivi des fonds dédiés restant à engager en fin d'exercice et des subventions à percevoir ou perçues d'avances. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien fondé de l'approche retenue.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et donc contribuent à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie du rapport.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

A N N I E

BILAN ACTIF

	31/12/2011			31/12/2010
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	7 223	7 223	0	1 188
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	52 435	44 291	8 144	13 154
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	59 658	51 514	8 144	14 342
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	130		130	
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	22 045	445	21 600	63 325
Autres créances	159 837		159 837	133 347
Valeurs mobilières de placement				17 549
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	108 561		108 561	87 217
Charges constatées d'avance (3)	5 157		5 157	3 948
TOTAL (II)	295 730	445	295 285	305 386
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	355 388	51 959	303 430	319 728
(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

	31/12/2011	31/12/2010
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	92 144	64 266
<i>Dont legs et don. avec contrepartie d'actifs immo., subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	- 15 095	27 878
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	374	454
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	77 422	92 597
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	13 266	7 848
Provisions pour charges		9 000
TOTAL (III)	13 266	16 848
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	90 690	41 354
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)	90 690	41 354
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 535	30 841
Dettes fiscales et sociales	101 436	94 390
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	6 080	43 698
TOTAL (V)	122 051	168 929
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	303 430	319 728
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	122 051	168 929
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2011	31/12/2010
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	103 794	118 066
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	103 794	118 066
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	476 766	403 295
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	17 464	18 476
Collectes		
Cotisations	36 067	32 651
Autres produits	61	302
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	634 152	572 789
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes (2)	154 304	151 179
Impôts, taxes et versements assimilés	21 036	19 238
Salaires et traitements	268 696	248 428
Charges sociales	139 068	123 879
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	6 695	7 713
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	13 256	7 754
Autres charges	14	47
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	603 070	558 238
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	31 082
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré	(III)	
Déficit supporté ou excédent transféré	(IV)	
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	13	1
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 066	
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	3 079	1
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées (5)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	
2 - RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	1
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II+III-IV+V-VI)	14 552

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2011	31/12/2010
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		80	80
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		80	80
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			26
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)			26
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		80	53
Impôts sur les bénéfices (IX)			
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		637 311	572 870
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)		603 070	558 265
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		34 241	14 605
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		41 354	54 627
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		90 690	41 354
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		-15 095	27 878
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des points mentionnés au paragraphe "Changements de méthode".
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Fiscalité

Compte tenu de l'évolution législative du 16 juin 2006 relative au traitement des subventions au regard de la TVA et de l'évolution de l'activité de l'association, l'association a interrogé l'administration fiscale à ce sujet.

Par une réponse en date du 5 décembre 2007, l'Administration fiscale a confirmé l'obligation de sectoriser le plan lucratif de l'activité de l'Association, tout en rappelant le caractère principalement non lucratif de son activité, et a rappelé les règles en matière d'assujettissement des subventions en matière de TVA. Les conséquences de cette position sont les suivantes :

- en matière de TVA : les subventions reçues par l'Association sont soit non assujetties à la TVA soit bénéficient d'une exonération spécifique ;
- en matière de sectorisation : la mise en place d'un secteur distinct implique des modifications non seulement en matière de TVA mais également sur la taxe sur les salaires, l'impôt sur les sociétés ainsi que la contribution économique territoriale.

Immobilisations corporelles & incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	1 an
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel de bureau & informatique	3 à 8 ans

En-cours de production de services

Le Chiffre d'Affaires relatif aux contrats à long terme est comptabilisé selon la méthode dite à l'avancement (les opérations concernées font toujours l'objet d'une facturation totale au début de l'opération). Le résultat à terminaison ne pouvant pas être estimé de manière fiable, aucun profit n'est dégagé : les produits dégagés à l'avancement sont pris en compte dans la limite des coûts correspondants. Ainsi, si les produits dégagés se trouvent être supérieurs aux coûts engagés, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour le montant de la différence. Le cas échéant, une perte à terminaison peut être constatée lorsque le coût de revient estimé de l'opération est supérieur au chiffre d'affaires attendu.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances & dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Concernant les créances, une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation font l'objet d'une comptabilisation dès lors que la convention attributive correspondante a été obtenue.

Les subventions d'exploitation de "fonctionnement" font l'objet d'une convention triennale. Une nouvelle convention a été signée pour les années 2011, 2012 et 2013 avec le Conseil Général. Le montant de la participation du Département pour les années 2012 et 2013 n'est pas connue. Il fait l'objet d'une décision de la commission permanente dans la limite des crédits votés par l'assemblée départementale. Aucun montant n'a donc été comptabilisé ou mentionné pour les années 2012 et 2013.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements reçues sont reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens ayant fait l'objet de tels financements.

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon retrospective avec prorata temporis sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (*âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice*) en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel)
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel & taux de charges sociales)
- Taux d'actualisation de 2,5%

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés au regard du DIF à la date de clôture et non utilisés sur la période font l'objet d'un engagement financier donné par l'association. Du fait de sa nature, cet engagement n'est pas valorisé en euros et il est simplement fait mention du volume horaire acquis par les salariés et non réclamé par ces derniers à la date de clôture.

Rémunérations et avantages en nature des trois plus haut cadres dirigeants

Le montant des rémunérations et avantages en nature s'élève à 51 504 euros.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	61 652
Autres engagements donnés :	
Heures acquises par les salariés au titre du DIF	670 heures
Opérations à réaliser dans le cadre de subventions triennales	
Total(1)	61 652
<i>(1) Dont concernant :</i>	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	
Engagements reçus	Montant
Subventions triennales à recevoir	
Total(2)	
<i>(2) Dont concernant :</i>	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	
Engagements réciproques	Montant
Total	

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	64 266	27 878		92 144
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	27 878		42 974	- 15 095
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	454		80	374
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	92 597	27 878	43 053	77 422

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
fonds dédiés sur subventions	41 354	41 354	41 354	90 690	90 690
Total	41 354	41 354	41 354	90 690	90 690

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

IMMOBILISATIONS

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	7 223	
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier		55 218	498
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
	Total III	55 218	498
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
	Total IV		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		62 441	498

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			7 223	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 281	52 435	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III	3 281	52 435	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
	Total IV			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		3 281	59 658	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Total I				
Total II	6 036	1 188		7 223
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	42 064	5 508	3 281	44 291
Emballages récupérables et divers				
Total III	42 064	5 508	3 281	44 291
TOTAL GENERAL (I + II + III)	48 100	6 695	3 281	51 514

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établiss. Total I							
Aut. immo. incorp. Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outil. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
Total III							
Frais acq. titres part. Total IV							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				
	Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux				
		496	496	
Autres créances clients, usagers, adhérents				
		21 549	21 549	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
		323	323	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
		149 280	149 280	
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers				
		10 235	10 235	
Charges constatées d'avance				
		5 157	5 157	
Total		187 039	187 039	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
		14 535	14 535		
Personnel et comptes rattachés					
		29 549	29 549		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		60 777	60 777		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
		1 926	1 926		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		9 184	9 184		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
		6 080	6 080		
Produits constatés d'avance					
Total		122 051	122 051		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2011	31/12/2010
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		4 273
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total		4 273

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 587	10 424
Dettes fiscales et sociales	42 956	36 313
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	52 543	46 737

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation	6 080	43 698
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	6 080	43 698

Charges constatées d'avance	31/12/2011	31/12/2010
Charges d'exploitation	5 157	3 948
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	5 157	3 948

TRANSFERTS DE CHARGES

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Nature des transferts de charges	Montant
Remboursement formation	626
Total	-626

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résultat	80	777000
Total	80	

Charges exceptionnelles	Montant	Imputé au compte
Total		

Montant	NATURE
-31 882	Résultat du secteur lucratif
16 787	Résultat du secteur non lucratif
-15 095	TOTAL

VENTILATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE